

## Sommaire

**Vue d'ensemble.....1**

**Activités par domaine.....2**

*Administration douanière.....2*

*Administration fiscale.....2*

*Gestion des finances publiques.....3*

*Gestion de la dette et développement des  
marchés financiers.....4*

*Statistiques de finances publiques.....4*

*Statistiques du secteur réel.....5*

*Supervision et restructuration*

*bancaire.....6*

*Analyse et prévision*

*macroéconomiques.....6*

**Activités à venir.....8**

## AFRITAC DE L'OUEST

Immeuble BCEAO, 9<sup>ème</sup> Étage – Angle Boulevard B.

Roussel et Av. Abdoulaye Fadiga

01 BP 3775 Abidjan 01, Côte d'Ivoire

Téléphone (225)20.20.89.87

Télécopie (225)20.20.89.60

## Vue d'ensemble

Cette dernière parution de l'année 2016 de la Gazette de l'AFRITAC de l'Ouest fait le bilan des activités du troisième trimestre (octobre- décembre 2016) et la présentation résumée des activités pour le reste de l'année fiscale 2017. Au cours de la période sous revue, le Centre a fourni l'équivalent de 252 semaines d'assistance technique et organisé quatre séminaires régionaux qui ont permis de former une centaine de cadres de ses pays membres. En outre, avec l'appui fort apprécié du Royaume du Maroc, du Cameroun, du Gabon, du Niger, du Sénégal, et du Burkina Faso, l'AFRITAC de l'Ouest a pu organiser sept stages d'apprentissage par les pairs dans les domaines de la gestion des dépenses publiques, de l'administration fiscale, des statistiques du secteur réel et de l'analyse et prévisions macroéconomiques, au profit de 20 cadres des pays membres.

## Les Pays membres



## Les Partenaires techniques et financiers



Global Affairs  
Canada

Affaires mondiales  
Canada

## Activités par domaine

### Administration douanière

#### Bénin : Mise en place d'un système de gestion automatisé du risque



La partie technique du projet de mise en place d'un système de gestion automatisé du risque a enregistré des progrès considérables depuis la dernière mission. Ceux-ci portent sur l'amendement des certificats de visite, la mise en place d'un champ bloquant sur les certificats de visite ainsi que de la règle aléatoire et l'historisation des valeurs initiales des déclarations. Les travaux réalisés ont également permis de finaliser des états fournissant aux statisticiens un accès direct aux données des déclarations. Par contre, la partie opérationnelle connaît quelques retards pour lesquels la mission a recommandé de désactiver les règles basées sur le renseignement, et de cibler un volume de transactions à contrôler physiquement correspondant aux capacités d'inspection de la douane ; et de rendre le Comité de sélectivité plus opérationnel notamment en initiant des rencontres bimensuelles qui permettront de suivre l'évolution de la sélectivité des contrôles, les facteurs de blocage et les actions correctrices à prendre.

#### Côte d'Ivoire : Suivi des régimes suspensifs et des exonérations



Des avancées suivantes ont été réalisées dans la mise en œuvre du plan d'actions portant sur le suivi des régimes suspensifs et des exonérations. Il s'agit notamment de l'adoption d'une méthode de suivi régulier de l'évolution de la situation des exonérations par la préparation d'un état relatif aux "Coûts des exonérations douanières", du développement en cours d'un dispositif informatique qui permettra la dématérialisation, la validation et l'attestation des demandes d'exonérations à travers le guichet unique (GUCE) et le système de dédouanement (SYDAM), et de l'activation de la gestion automatisée du risque et de la sélectivité étendue aux déclarations d'exonération et en régimes suspensifs.

#### Mauritanie : Création d'un bureau nationale de la valeur en douane



Dans le cadre de la mise en place d'un Bureau national de la valeur, la douane mauritanienne a mis en place les préalables nécessaires à la mise en route du contrôle a posteriori, démarré l'application de la valeur en douane, et activé le champ bloquant dans le Système Douanier Automatisé (SYDONIA).

### Administration fiscale

#### Niger : Actions de formation



Les travaux de la mission ont permis de renforcer les capacités des agents sur les techniques de recherche et d'exploitation des renseignements regroupant 26 agents (enquêteurs, vérificateurs, gestionnaires) au cours d'un atelier. De plus, l'AT a permis : (1) la collecte des renseignements par la Division des enquêtes et des recherches (DER) auprès de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), relatifs à l'impôt sur les salaires afin de poursuivre l'activité de recoupement pour l'élargissement de l'assiette et l'amélioration du rendement; (2) l'identification de 18 grandes et 69 moyennes entreprises qui ne sont ni actives ni localisées et de 72 moyennes entreprises actives mais non localisées. ; (3) la poursuite de l'opération d'élargissement de l'assiette fiscale pour accroître le fichier des moyennes entreprises ; (4) l'appui de l'action en

recouvrement ; et (5) la présentation aux autorités des principes et modalités requis pour mettre en place un système de paiement des impôts par virement bancaire.

### Mauritanie : Renforcement du contrôle sur pièces



L'évaluation du programme d'assistance technique pour le renforcement des opérations fiscales de la Direction générale des impôts (DGI) lancé en février 2016, a montré quelques signes positifs dont : (i) la gestion améliorée du fichier des moyennes entreprises ;

(ii) la densification des contrôles fiscaux (61 dossiers sur 100 dossiers assignés par la mission) ; (iii) la nomination de quelques agents chargés de la localisation des entreprises ; (iv) la saisie des données des principaux fournisseurs et clients collectées auprès des grandes entreprises dans le logiciel Jibaya. Pour autant, des signes de faible gouvernance de la Direction des moyennes entreprises (DME) subsistent et doivent être corrigés. Eu égard à ces défis, la mission a (1) poursuivi le renforcement du contrôle sur pièces par le dépouillement et la détermination des risques les plus importants des secteurs de l'importation des produits alimentaires, des matériaux de construction et de la pharmacie, (2) mis à jour le fichier des moyennes entreprises et proposé des mesures de fidélisation des contribuables, et (3) proposé un formulaire de déclaration unique et simplifié de quatre impôts

## Gestion des finances publiques

### Bénin : Préparation de la bascule au budget programme



Les autorités ont choisi une approche prudentielle pour la bascule au budget de programme à compter du 1er janvier 2017. Cette approche consiste à (i) voter et exécuter le budget 2017 en mode classique pour tous les ministères ; (ii) présenter les BP de tous les ministères au Parlement à titre d'information ; et (iii) démarrer parallèlement une préfiguration à blanc de l'exécution en mode BP avec cinq ministères pilotes. Dans ce

contexte, les progrès suivants ont été réalisés : (i) l'alignement sur la Loi organique relative aux lois de finances des cadres institutionnel et juridique du contrôle financier, de la comptabilité et des marchés publics ; (ii) l'adaptation en cours des systèmes d'information budgétaire et comptable ; et (iii) l'élaboration en cours d'une première édition du manuel d'exécution en mode programme.

### Guinée-Bissau : Amélioration de la balance générale des comptes



L'AT fournie par le Centre a permis de revoir la qualité de la balance générale des comptes du Trésor avant la clôture de l'exercice 2015, et de rendre disponible la version définitive de la Balance pour 2015 après la clôture de l'exercice. Elle a par ailleurs aidé à rendre opérationnelle la fonctionnalité de clôture et de reprise des soldes dans le Système d'information budgétaire et comptable.

### Mauritanie : Amélioration de l'organisation comptable



L'AT du Centre a permis d'identifier les mesures d'amélioration de l'organisation comptable actuelle en perspective de l'adoption du nouveau cadre légal et réglementaire. Elle a également permis de mettre en cohérence le plan comptable de l'Etat et la nomenclature budgétaire de l'Etat, et de lancer les travaux de rédaction des référentiels sur les normes comptables et le guide de fonctionnement des comptes.

## Gestion de la dette et développement des marchés financiers

Les activités du Centre dans ce domaine ont porté sur les actions de formation à travers les missions d'AT et un séminaire régional.

- **Guinée :** la formation a porté sur l'identification des sources de vulnérabilité du portefeuille de la dette publique, en particulier sur les différentes mesures de coût de la dette et les techniques d'identification du risque de marché inhérent à un portefeuille de dette publique. Les participants ont également été formés sur les techniques d'atténuation du risque de marché inhérent au portefeuille de la dette publique
- **Mauritanie :** la formation a porté sur la démarche d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de l'utilisation de l'outil analytique.
- **Togo :** le Centre a participé à une mission conjointe avec le département des marchés monétaires et des capitaux du FMI et la Banque mondiale, dont les tâches ont permis de développer les compétences des cadres de la direction de la dette publique et d'autres services du ministère de l'économie et des finances, sur le renforcement de la qualité de la Stratégie de la Dette à Moyen Terme.
- **Séminaire régional :** ce séminaire a formé une vingtaine de participants sur la démarche d'élaboration du plan annuel de financement et les choix tactiques à faire lors de sa mise en œuvre. Il était organisé par l'UMOA-Titres avec la participation de l'AFRITAC de l'Ouest et de la Banque mondiale.

## Statistiques de finances publiques

### Guinée : Actualisation du calendrier de production du TOFE



Les travaux de la mission d'AT du Centre ont permis de former les acteurs des finances publiques et d'entamer le projet de production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 à partir de sources détaillées du TOFE actuel. Par ailleurs, la mission a permis d'actualiser le calendrier de production du TOFE à travers l'élaboration d'une matrice d'actions dans une perspective d'élargissement du champ du TOFE.

### Guinée-Bissau : Préparation du cadre d'analyse minimum



L'AT du Centre a permis de renforcer les capacités pour l'élaboration des tableaux du cadre d'analyse minimum, notamment la qualité et la cohérence du TOFE, d'améliorer la collaboration entre les fournisseurs, producteurs et utilisateurs des statistiques de finances publiques, et d'élaborer une matrice d'actions pour le suivi des travaux de migration vers le Manuel de statistiques de finances publiques 2001/2014. En outre, pour le renforcement de la coopération technique entre AFRITAC de l'Ouest et l'équipe TOFE de la Guinée Bissau, un point focal technique a été identifié.



## Statistiques du secteur réel

### Bénin : Formation à la préparation des comptes financiers



L'AT du Centre a permis de produire un dispositif de collecte et de traitement des données primaires et une note méthodologique sur l'élaboration des comptes financiers. Elle a également permis de faire une estimation des comptes financiers dans l'Outil informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux (ERETES) et de former des cadres aux techniques d'élaboration des comptes financiers.

### Burkina Faso : Préparation des comptes financiers



L'AT du Centre a aidé à produire un dispositif de collecte des données sources nécessaires à l'élaboration des comptes des sociétés financières ; une note méthodologique sur l'estimation des opérations du compte des sociétés financières affectées par les nouvelles recommandations du Système de Comptabilité Nationale (SCN2008) ; une maquette présentant l'affectation des Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés (SIFIM) et des intérêts dans le tableau des comptes économiques intégrés. Par ailleurs, elle a permis de former des cadres aux techniques d'élaboration des comptes des sociétés financières.

### Guinée-Bissau : Préparation des comptes nationaux définitifs 2014



L'AT fournie par l'AFRITAC de l'Ouest a permis de produire les comptes nationaux définitifs 2014 et provisoires 2015 et d'aider les cadres ayant participé à la formation sur le « module avancé » de l'Outil informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux (ERETES) à mieux maîtriser les techniques d'élaboration des comptes nationaux et l'utilisation d'ERETES.

### Mauritanie : Préparation des comptes annuels définitifs 2014



L'AT a permis de rattraper le retard dans l'élaboration des statistiques de comptabilité nationale en finalisant les comptes nationaux annuels (CNA) définitifs 2014 et provisoires 2015. Dans ce cadre, il a été mis en place un dispositif de préparation des CNA provisoires comprenant une nomenclature des CNA provisoires et l'identification des sources de données.

### Niger : Validation du CNA 2008-09 et finalisation des CNA 2012



Les travaux d'AT ont contribué à la validation des CNA 2008-2009 et la finalisation des CNA 2012. Ils ont aussi permis de faire progresser la préparation des CNA 2013 et la formation des nouveaux cadres au SCN93 et à l'utilisation de l'outil informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux (ERETES).

## Supervision et restructuration bancaire

### Organisation régionale



Les activités d'AT ont permis de valider et de tester les critères de notation mis au point au Secrétariat de la Commission bancaire de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA), avec l'appui de l'AFRITAC de l'Ouest, sur la base des données d'un échantillon de 20 banques ayant leur siège au sein de l'UMOA. Elles ont aussi permis la formation des hauts cadres du SGCBU, en particulier ceux chargés du contrôle sur place des établissements de crédit.

### Guinée



L'AT fournie à la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), et plus particulièrement à la Direction de la Supervision des Banques (DSB) a permis de constater que la nomination de deux chefs de service a permis d'améliorer la coordination des travaux au contrôle sur pièces. Sur le plan réglementaire, une instruction sur la gouvernance a été promulguée, tandis que le contrôle sur place à un plan de charge particulièrement réduit. Les travaux d'AT ont porté sur l'aide à la finalisation de deux projets d'instructions concernant les opérations soumises à notification à priori ou à posteriori, ainsi que sur les modalités à respecter par les établissements concernant la nomination des administrateurs et des dirigeants. L'AFRITAC de l'Ouest a également entrepris des travaux de support à la refonte des normes et du plan de comptes bancaires ainsi que des états financiers publiables.

## Analyse et prévisions macroéconomiques

### Bénin : Préparation des indicateurs de suivi de la conjoncture économique



L'AT du Centre a formé les cadres concernés sur les méthodologies d'élaboration des indicateurs du coût de la construction (ICC), des indices des prix du commerce extérieur (IPCE), des indices des conditions générales d'activités (IGA) et des indicateurs synthétiques du climat des affaires (ISCA). Sur la base des travaux, il a été retenu que les indicateurs composites pouvant être développés sont l'IGA et l'ISCA et dans une moindre mesure l'IPCE.

### Burkina Faso : Révision du modèle de prévision



L'AT du Centre a permis de faire une première révision du modèle de l'Instrument automatisé de prévision (IAP) ; d'aider les cadres à maîtriser les enjeux du budget programme et ses implications sur les processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques, ainsi que sur les interrelations entre les comptes macroéconomiques.

### Mauritanie : Revue du modèle de prévision trimestrielle de l'inflation



L'AT fournie par le Centre a porté sur la révision de la structure et du fonctionnement du modèle de prévision trimestrielle de l'inflation développé par les services de la Banque Centrale de Mauritanie. Elle a notamment permis de faire des suggestions sur les approfondissements plausibles du modèle. Le Centre a également procédé à l'animation d'un

atelier de formation sur les modèles de prévision à court terme des agrégats monétaires à l'attention des cadres de la Direction des études et de la recherche.

### Guinée : Revue des modèles de prévision de l'inflation



L'AT fournie à la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) a conduit à l'examen des spécifications actuelles des modèles de prévision de l'inflation de la BCRG. Elle a aidé à formuler des recommandations pour leur amélioration et a permis de proposer un cadre théorique, une démarche méthodologique et des spécifications techniques pour des modèles simples de simulation de l'impact de la politique monétaire et leur prise en compte dans les prévisions macroéconomiques.

Bonne et  
heureuse année  
2017

## Activités à venir

Les principales activités du premier trimestre de l'année 2017 sont résumées dans le tableau ci-après :

Administration douanière			
Missions d'assistance technique			
Bénéficiaire	Thème	Date	Expert (s)
Bénin	Appui à la modernisation des douanes.	13-17 février	Serge Véra, Conseiller résident (CR) Christopher Grigoriou, Expert court terme (ECT)
Administration fiscale			
Missions d'assistance technique			
Bénéficiaire	Thème	Date	Expert (s)
Burkina Faso	Renforcement de la Direction des moyennes entreprises	9-20 janvier	Rénilde Bazahica (CR) Philip Penanje (ECT)
Togo	Renforcement des opérations du Commissariat des impôts	16-27 janvier	Rénilde Bazahica (CR) Roland Atanga (ECT) Christopher Grigoriou (ECT)
Gestion des dépenses publiques			
Séminaire régional			
Pays	Thème	Date	Lieu
Côte d'Ivoire	Gestion active de la trésorerie	16-20 janvier	Abidjan
Cameroun	La documentation budgétaire	23-27 janvier	Yaoundé
Statistiques du secteur réel			
Missions d'assistance technique			
Bénéficiaire	Thème	Date	Expert (s)
Côte d'Ivoire	Comptes nationaux trimestriels (CNT)	9-20 janvier	Achille Pegoue (CR) Fahd Ndiaye (ECT)
Mali	Notes sur les sources et méthodologiques d'élaboration des comptes nationaux annuels (CNA).	16-20 janvier	Paul Salmon (ECT)
Mali	Comptes nationaux trimestriels (CNT)	23 Janvier-3 février	Fahd Ndiaye (ECT)
Gestion de la dette et développement des marchés financiers			
Missions d'assistance technique			
Bénéficiaire	Thème	Date	Expert (s)
Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers	Réglementation des marchés financiers et développement du marché des titres publics	9-13 janvier	Oumar Dissou (CR) Eric Lemarchand (CR) Maguerite Yates (ECT) Eija Holttinen (FMI)
Sénégal	Elaboration de la stratégie de dette à moyen terme	16-27 janvier	Oumar Dissou (CR)
Supervision bancaire			
Missions d'assistance technique			
Bénéficiaire	Thème	Date	Expert (s)
Mauritanie	Supervision bancaire	16-27 janvier	Eric Lemarchand (CR) Raymond Bernard (ECT)
Guinée	Supervision bancaire	27 février-10 mars	Eric Lemarchand (CR) André Fofana (ECT)
Analyse et prévisions macroéconomiques			
Missions d'assistance technique			
Bénéficiaire	Thème	Date	Expert (s)
Bénin	Modèle de simulation et d'analyse des réformes	9-20 janvier	Sévérin Kamgna (CR) Rolf Meier (ECT)
Côte d'Ivoire	Approfondissement du modèle Budgets-Économiques (BUDGECO)	9-20 janvier	Nicolas Ponty (ECT)
Statistiques de finances publiques			
Missions d'assistance technique			
Bénéficiaire	Thème	Date	Expert (s)
Mali	Production des tableaux du cadre d'analyse minimum de la directive de l'UEMOA portant TOFE	16-27 janvier 2017	Nicolas KACOU (CR) Jean Pierre DUPUIS (ECT)
Guinée-Bissau	Renforcement des capacités des compilateurs et producteurs des statistiques de finances publiques	31 janvier au 10 février 2017	Nicolas KACOU (CR) Issa SAWADOGO (ECT)